

# Ray McGovern : La mort de l'OTAN – l'heure d'une nouvelle stratégie ?

Ray McGovern a été officier de la CIA pendant 27 ans. Il a présidé les Estimations nationales du renseignement et préparé les comptes rendus quotidiens présidentiels de la CIA. McGovern explique comment l'empire américain s'effondre et entraîne avec lui toute l'architecture de sécurité dirigée par les États-Unis. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](http://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints aujourd'hui par Ray McGovern, qui a été analyste à la CIA pendant vingt-sept ans. Il a présidé les Estimations nationales du renseignement et préparé les comptes rendus quotidiens destinés au président. Merci — cela fait environ un mois. Ravi de vous revoir, Ray.

## #Ray McGovern

Merci, Glenn, de m'avoir réinvité après tout ce que j'ai dit auparavant.

## #Glenn

Eh bien, je pensais qu'un excellent point de départ aujourd'hui serait, je suppose, le fil conducteur que nous observons en Europe, en Asie de l'Est et au Moyen-Orient. Ce n'est pas seulement l'effondrement de l'ordre mondial, mais aussi celui de l'architecture de sécurité. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont essentiellement construit un système de sécurité dirigé par eux-mêmes, et après la guerre froide, je pense que l'ambition était de mondialiser ce partenariat transatlantique. Mais, comme beaucoup l'avaient prédit à l'époque, cela pouvait épuiser les États-Unis sur les plans économique et militaire — et, comme on le voit souvent avec les empires, cela peut aussi user les institutions et la boussole morale. Vous savez, en écoutant les récents discours de Trump, la question morale semble devenir assez pertinente. Je me demandais, comment voyez-vous cela ? Je veux dire, vous étiez là, vous avez joué un rôle clé pendant une grande partie de la guerre froide. Comment comprenez-vous la façon dont le monde, je suppose, se retrouve complètement bouleversé aujourd'hui ?

## #Ray McGovern

Eh bien, Glenn, l'un des avantages d'avoir cette couleur de cheveux et d'être aussi âgé, c'est que j'en ai vu beaucoup. Quand je pense à la façon dont j'ai été endoctriné... eh bien, je suis né en 1939, juste une semaine avant que l'Allemagne n'envahisse la Pologne. Je me souviens de beaucoup de choses de mon début d'adolescence. L'une des choses dont je me souviens, c'est que je pensais : « Waouh, les Russes vont prendre le reste de l'Europe, non ? » Personne ne m'avait dit qu'il avait fallu Eisenhower et Truman pour dire à Winston Churchill : « Non, nous n'allons pas attaquer l'Union soviétique tout de suite. » Oui, ils ont perdu 27 millions de personnes pendant la guerre.

Alors, tu te dis : « C'est le moment de les éliminer », non ? Eh bien, non — on en a assez de la guerre. On rentre à la maison. Personne ne m'avait dit que Winston Churchill était comme ça, sauf ma grand-mère irlandaise. « Winston Churchill est un homme mauvais », disait-elle. Bon, je n'y ai pas prêté attention. J'ai lu les six volumes de — comment s'appellent-ils déjà — \*La Seconde Guerre mondiale\*, ou peu importe leur titre. Donc je ne savais pas tout ça. Et quand l'OTAN a été créée, eh bien, je savais lire à ce moment-là, et j'ai lu un peu d'histoire ancienne, et j'ai compris que l'OTAN avait été créée pour contenir cette menace soviétique. Personne ne m'avait dit que les Soviétiques se sentaient menacés par nous.

Alors, tu sais, Glenn, tu as écrit des livres sur le sujet, mais peut-être que certains de tes auditeurs seraient intéressés par la chronologie. On m'a dit qu'en 1949, l'OTAN devait être créée pour stopper l'avancée soviétique en Europe de l'Ouest. D'accord. Personne ne m'a dit ce que Truman avait fait concernant les Balkans et la Grèce, ni comment il avait renversé des gouvernements. Personne ne m'a dit ça. Ce qu'on m'a dit, c'est que l'OTAN devait être établie à cause du Pacte de Varsovie. Maintenant, j'ai honte de l'admettre, Glenn, mais ce n'est que des décennies plus tard que j'ai réalisé que l'OTAN datait de 1949, et que le Pacte de Varsovie était de 1955. Je crois que ça fait environ six ans de différence. Donc ce n'était pas comme on me l'avait dit—on m'avait enseigné—j'étais...

## **#Ray McGovern**

Complètement conditionné, vraiment, à penser que cette menace soviétique était inexorable, et que nous devons créer l'OTAN pour contenir le Pacte de Varsovie. Un peu comme un anachronisme dans une pièce de Shakespeare, non ? Qu'est-ce qui est venu en premier, tu vois — le réveil ? Enfin, je vais partir de là. Donc, je veux dire, ceci, je pense, illustrera bien comment ce type plutôt bien éduqué, avec un master en études russes et tout le reste... il lui a fallu attendre de travailler à la CIA et de côtoyer des gens vraiment intelligents. À cette époque, nous avons des personnes formidables. Dans ma section de politique étrangère soviétique, nous avons les meilleurs des meilleurs, et nous pouvions dire les choses telles qu'elles étaient — ou telles qu'elles sont — pendant les deux premiers tiers de ma carrière.

Il suffit de dire que lorsque l'OTAN a été créée, Lord Ismay — je crois que c'était son nom — était un lord britannique, le premier secrétaire général. Et il a dit : « Écoutez, le but ici est de garder les Américains en Europe, de tenir les Russes hors d'Europe et de maintenir les Allemands sous contrôle.

» D'accord ? Cela me paraissait logique. Je n'avais pas vraiment réfléchi à la façon dont les Russes percevraient cela, surtout puisque l'OTAN est venue en premier. Donc, c'était en 1949. Pourquoi les Russes ont-ils créé le Pacte de Varsovie ? Eh bien, c'était une réaction à l'OTAN. Mais que s'est-il passé en mai 1955 ? Ah, c'est à ce moment-là que l'Allemagne de l'Ouest est devenue membre de l'OTAN. Incroyable !

Oh, est-ce que cela a eu un effet—eh bien, oui, c'est justement à ce moment-là que les Russes ont créé le Pacte de Varsovie. Donc, vous savez, toute cette histoire de savoir qui se sent menacé par qui—les Américains, et peut-être même les Norvégiens—doivent un peu sortir de l'état d'esprit dans lequel les gens de ma génération ont grandi, et comprendre que tout le monde a ses sensibilités et ses menaces perçues. Il n'y a pas de stabilité—non, comment dire ?—pas d'équilibre, à moins qu'un camp ne tienne compte des peurs légitimes de l'autre. Et il ne faut pas remonter très loin dans l'histoire pour se rendre compte que les Russes ont eu une peur bleue. Plus tellement des Français, cela remonte à deux siècles.

Des Allemands. La dernière chose que je dirai à ce sujet, c'est que lorsque j'ai rejoint la CIA — tu connais un peu le russe, tu le connais bien, tu le parles couramment — *\*glavny vrag\**, d'accord ? *\*Vrag\** signifie « ennemi », *\*glavny\** signifie « le plus important », l'ennemi principal. *\*Glavny vrag\**. C'est ainsi que les Soviétiques considéraient l'Amérique — l'ennemi principal, d'accord ? Et bien sûr, nous avons riposté ; ils étaient notre ennemi principal. Eh bien, devine quoi, Glenn ? Peu de gens le savent, mais de nombreux sondages ont été réalisés en Russie l'année dernière, et les États-Unis ont perdu leur place de *\*glavny vrag\** de la Russie. Qui est l'ennemi principal maintenant ? Tu l'as deviné — l'Allemagne. Les choses sont donc devenues très, très compliquées aujourd'hui.

Nous avons l'Ukraine d'un côté. Beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi l'Ukraine. Et encore une fois, cela avait à voir avec l'OTAN, et nous pouvons le prouver, bon sang. Et puis nous avons cette guerre d'agression non provoquée contre l'Ukraine, et—mon Dieu—c'est Pâques demain. Peut-être pouvons-nous prier pour que, d'une manière ou d'une autre, nous sortions de tout cela sans échange nucléaire. Désolé de m'étendre autant, mais quand on repense à l'OTAN, à la façon dont je la voyais autrefois et à la façon dont je la vois maintenant—et maintenant qu'elle se désintègre—je me suis dit que j'allais offrir à votre public quelque chose que vous savez déjà, et que je commence seulement à formuler, après avoir été endoctriné durant mes jeunes années.

## **#Glenn**

Eh bien, la compétition sécuritaire que vous décrivez — elle est évoquée dans un excellent livre de John Lewis Gaddis sur la guerre froide. Il y fait également ce constat : vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, bien sûr, possédaient la bombe nucléaire. Les Britanniques étaient très désireux d'envahir l'Union soviétique dès que les Allemands auraient été vaincus. C'était l'idée — ensuite, nous passerions à l'offensive et frapperions les Russes dans le dos. Et pour cette raison, les

Russes, ou les Soviétiques, ont constitué une force puissante en Europe de l'Est. L'hypothèse étant que, si on les attaquait, ils pourraient alors avancer vers l'ouest. Et bien sûr, les pays occidentaux ont perçu cela comme une menace.

Alors, ils forment des alliances, et bien sûr, ils intègrent aussi l'Allemagne dans le jeu. Puis, de l'autre côté, on établit le Pacte de Varsovie. On se retrouve donc avec cette compétition sécuritaire qui va et vient, tandis que de grands blocs se construisent. Et encore une fois, c'était tout l'enjeu. Tous les spécialistes de la sécurité internationale savent que les blocs militaires engendrent une compétition sécuritaire — la sécurité des uns devient l'insécurité des autres. Nous avons donc toujours eu cet objectif, au moins depuis les Accords d'Helsinki de 1975, de commencer à réduire cette compétition sécuritaire, de bâtir quelque chose d'inclusif — une sécurité partagée plutôt qu'une sécurité contre les autres. Mais lorsque la guerre froide a pris fin, nous avons eu cette opportunité.

Quand les gens ont commencé à dire : « Eh bien, élargissons simplement l'OTAN. Vous savez, cela a fonctionné pendant la guerre froide — pourquoi abandonner le système des blocs ? », c'était assez fou, et c'est pour cela que tant de grands responsables politiques et militaires américains s'y opposaient. Ils disaient que c'était une idée terrible. Pourquoi reviendrions-nous à cela alors que nous avons enfin réussi à le dépasser ? Et c'est pour cette raison qu'il est si frustrant de voir aujourd'hui, par exemple avec la guerre en Ukraine, cette idée selon laquelle le seul but de l'OTAN serait d'aider les peuples opprimés du monde et de promouvoir la démocratie. C'est très caricatural. J'ai du mal à croire que des gens puissent vraiment penser cela — que c'est pour cette raison que nous avons renversé le gouvernement en Ukraine, parce que nous voulions la démocratie.

C'est pour cela que l'OTAN s'est étendue — elle tente de s'étendre, du moins pour attirer l'Ukraine dans son orbite. Et quand les Russes disent : « Eh bien, vous savez, c'est une menace existentielle pour nous », nous avons l'audace de répondre : « Non, non, non, nous sommes simplement là pour promouvoir la bonne gouvernance. » Franchement, c'est incroyable d'en être arrivés là. Après être sortis de la guerre froide, après avoir évité l'anéantissement nucléaire, nous voilà essentiellement revenus à la même situation — à insister pour que l'Ukraine fasse partie d'un bloc militaire de la guerre froide, comme si c'était la seule manière d'assurer notre sécurité. Si nous finissons par une guerre nucléaire, ce sera vraiment une raison stupide d'y arriver.

## **#Ray McGovern**

Oui, s'il reste encore des historiens, personne ne croira l'histoire qu'ils écriront. Oui. Laisse-moi revenir à mon devoir avec la CIA. J'étais à Munich en 1968. C'est un secret de polichinelle que je travaillais avec Radio Free Europe. À cette époque, la communauté du renseignement — la CIA — dirigeait RFE. Or, RFE comptait des gens très talentueux, principalement des Européens de l'Est travaillant dans leurs différents bureaux. Mais ils avaient commis une grosse erreur en 1956, lorsque la Hongrie a lancé sa révolution avortée, n'est-ce pas ? C'était en grande partie un encouragement

venu de l'Ouest adressé aux Hongrois : « Combattez-les, combattez ces chars, nous vous apporterons beaucoup de soutien. » Eh bien, le soutien était purement rhétorique. Pour les Soviétiques, c'était leur territoire, et ils n'allaient pas permettre qu'une révolution y éclate.

Bref, on m'a envoyé là-bas au printemps 1968. Ma mission principale, puisque j'étais analyste de la politique étrangère soviétique, était de m'assurer que les directeurs de RFE et de Radio Liberty sachent que nous ne pourrions pas envoyer de troupes en Tchécoslovaquie, d'accord ? Le Printemps de Prague — mon Dieu, Dubček — tout le monde était tellement enthousiaste à Washington. Mais moi et beaucoup de mes amis spécialistes de l'Union soviétique disions : non, non, les Russes ne permettront jamais cela. Alors, écoutez, n'encouragez pas les Tchèques à lancer des balles de tennis sur les chars soviétiques. J'ai pu faire passer ce message. C'était terrible — nous avons entendu la dernière émission de Radio Prague s'interrompre — mais au moins, nous n'étions pas responsables de milliers de morts en incitant les Tchèques à résister. Et, comme vous le savez, la République tchèque est enfin libre.

Alors, quel est mon propos ici ? Mon propos, c'est que quiconque connaissait un peu l'Europe d'après-guerre savait que les Russes n'allaient pas permettre non seulement à la Hongrie, mais aussi à la Tchécoslovaquie, de sortir de leur orbite. Était-ce terrible ? Bien sûr que c'était terrible. Mais la sécurité est indivisible. Si l'on se sent menacé, on agit. C'est ainsi qu'on a commencé à appeler cela la doctrine Brejnev, d'accord ? Maintenant, il n'est pas difficile de passer de la doctrine Brejnev à l'Ukraine. Que cherchaient à faire les États-Unis et l'OTAN en Ukraine ? Eh bien, évidemment, les faire entrer dans l'OTAN. Et qu'ont fait les Russes ? Ils ont réagi. Or, il n'existe pas la moindre preuve que l'idée d'annexer la Crimée ait jamais traversé l'esprit de Poutine, ni qu'il se soit senti face à une menace réellement désespérée.

Jusqu'en février 2014, lorsque les services de renseignement occidentaux ont renversé le gouvernement dûment élu de Ianoukovitch à Kyiv. Cela se préparait depuis un certain temps — les gens savaient plus ou moins que cela allait arriver. Mais au final, il y avait Frank-Walter Steinmeier, aujourd'hui président de l'Allemagne et alors ministre des Affaires étrangères ; le ministre français des Affaires étrangères ; le ministre polonais des Affaires étrangères ; et un observateur russe qui disaient : « Écoutez, nous sommes le 13 février 2014. Ce n'est pas grave, nous allons accélérer les élections. Ianoukovitch peut rester. Nous aurons une sorte de résolution pacifique de cette affaire. Ne vous inquiétez pas, d'accord ? » Alors, que s'est-il passé ? Obama a appelé Poutine. Où était-il ? Ah, il était à Sotchi pour les Jeux olympiques d'hiver. Et Obama a dit : « Pas de problème. »

Écoutez, nous avons conclu cet accord. Il est garanti par Frank-Walter Steinmeier, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, et son homologue en France, et ainsi de suite. Ne vous en faites pas. Pour l'amour de Dieu, ne provoquez aucun problème. Détendez-vous. Alors, que fait Poutine ? Il se détend. Biden, au même moment, appelle son homologue en Russie. Donc, vous voyez, parlons de trahison — parlons de trahison. Que se passe-t-il le lendemain ? Les gens sur le Maïdan sont incités à tirer sur les policiers, à tirer sur les manifestants, à tirer sur tout le monde depuis ces perchoirs dans les grands immeubles. Et Ianoukovitch a dû fuir pour sauver sa vie. Voilà le contexte.

Si vous cherchez le moment où Poutine a commencé à se dire : « Mon Dieu, à quoi avons-nous affaire ici ? » — c'était celui-là.

Non seulement la tromperie, mais toute cette affaire de s'emparer de l'Ukraine — ou d'une grande base de l'OTAN — notre seul port naval libre de glace. Alors, qu'a-t-il fait ? Il a réuni ses conseillers et a dit : « Que va-t-on faire ? » C'était le lendemain, d'accord ? C'était le 15. Ils ont dit : « Eh bien, la première chose à faire, c'est de s'assurer que notre principal port naval ne devienne pas un grand port naval de l'OTAN, n'est-ce pas, Vladimir Vladimirovitch ? » « Oui, c'est exact. » « Alors, que faisons-nous ? » « Eh bien, nous devons prendre la Crimée. » « Prendre ? Ça ne sonne pas bien. J'ai une formation juridique. Nous avons le temps. Comment la Crimée est-elle devenue une partie de l'Ukraine ? N'en faisait-elle pas déjà partie ? »

Eh bien, oui, mais vous vous souvenez sans doute, Monsieur Poutine, que Khrouchtchev, à l'époque où il a pris le pouvoir en 1954, a obtenu la majeure partie de son soutien de l'Ukraine. Il était né presque en Ukraine, juste de l'autre côté de la frontière. Alors il a dit : « Hé, donnons la Crimée à l'Ukraine. » Et tout le monde a répondu : « Eh bien, ce n'est pas une bonne idée. » Mais cela n'avait pas vraiment d'importance — ils faisaient tous partie de l'Union soviétique, n'est-ce pas ? Alors il a sorti une feuille de papier, Monsieur Poutine — vous vous souvenez de ce qu'il a fait ? Il a sorti une feuille de papier, un \*oukase\*, un décret en russe, et a dit : « D'accord, à partir de maintenant, la Crimée fait partie de l'Ukraine. » C'est comme ça qu'ils ont fait en 1954. Poutine dit : « Je n'aime pas ça. Je pense que nous devrions peut-être... oui, nous devons organiser un plébiscite, un référendum. »

Ils ont organisé cela, et un mois plus tard — je ne pense pas que ces chiffres aient été exagérés — bien plus de 90 % des habitants de Crimée, dont beaucoup d'origine russe, ont approuvé l'annexion de la Crimée. Et soudain, annexer la Crimée devient le véritable, le grand problème — un péché mortel pour les Russes. Vont-ils s'arrêter là ? Et puis, bien sûr, il y a eu cette mascarade de sept ans où l'Occident, Angela Merkel et — comment s'appelait-il déjà — Hollande, de France, ont reconnu qu'ils avaient dupé Poutine. « Regardez, nous allons avoir les accords de Minsk, nous allons tout régler. » Et pendant ce temps, ils ont renforcé l'armée ukrainienne selon les normes de l'OTAN, avec des armes de l'OTAN. Cela a pris sept ans. Et plus tard, Merkel esquisse un sourire. Ainsi, l'armée ukrainienne ne valait rien avant, mais ensuite, tout allait bien.

Donc, Poutine s'est fait avoir, et tout ce que je dis ici, c'est que l'Ukraine correspond au schéma de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968, période que j'ai d'ailleurs vécue, à peu près. Et c'est un régime différent aujourd'hui. La plupart des gens ne se souviennent pas qu'autour de 1991, l'Union soviétique s'est effondrée, n'est-ce pas ? Oh, incroyable — effondrée. Alors, voulaient-ils encore conquérir le reste du monde ? Non. Et le reste de l'Europe ? Non, je ne pense pas. Donc, la suite de l'histoire est claire. Mais quand le président des États-Unis — à savoir Joe Biden — se lève lors de son dernier discours inaugural, regarde autour de lui et dit : « Si quelqu'un dans cette salle pense que Poutine s'arrêtera en Ukraine — ha ha ha — eh bien, quelle naïveté. Il ira en Pologne, il ira dans les États baltes, il ne s'arrêtera pas en Ukraine. »

Et le peuple américain ne sait pas que Poutine s'est arrêté en Ukraine — s'est arrêté en Ukraine en avril 2022 — dès que les Ukrainiens ont conclu un accord disant : « D'accord, nous renonçons à toute participation à l'adhésion à l'OTAN. Nous aurons un cessez-le-feu. Nous traiterons la question de la Crimée plus tard. » C'est ce qui s'est passé, d'accord ? Et qu'est-ce qui s'est passé ensuite ? Boris Johnson, comme vous le savez, est intervenu et a dit : « Oh non, non, ne faites pas ça. Ne faites pas ça, Ukrainiens, parce que nous allons vous soutenir aussi longtemps qu'il le faudra. Et c'est nous la superpuissance ici. Alors, écoutez, vous vous battrez jusqu'au dernier Ukrainien. » Voilà où nous en sommes. La Russie a gagné sur ce point. L'OTAN est vraiment en mauvaise posture. Comme je l'ai dit dans votre émission il y a quelques mois, je ne pense pas qu'il y aura un autre sommet de l'OTAN.

Je crois qu'une réunion est prévue à Tirana, en Albanie, dans environ six mois. Je pense que l'OTAN est pratiquement à bout de souffle. Et les dernières déclarations de Trump, selon lesquelles il faudrait probablement quitter l'OTAN... eh bien, que vaut aujourd'hui une garantie de l'article 5 ? Si les Estoniens se retrouvent dans une échauffourée, en grande partie de leur propre initiative, avec les Russes, penses-tu qu'ils puissent compter sur Trump pour leur venir en aide au titre de l'article 5 du traité de l'OTAN ? Il ne le fera jamais. Comme tu le sais, l'UE, sous la direction de Kaja Kallas, est prête à offrir une garantie encore plus forte que celle de l'article 5 du traité de l'OTAN, afin de s'assurer que les pays de l'UE viendront en aide à tout État attaqué. Et enfin, les Européens correspondent vraiment à la description du Vatican. Étrange, non ?

## **#Glenn**

Oui.

## **#Ray McGovern**

Vous savez, j'étais là à l'époque où Staline était encore en vie, n'est-ce pas ? Staline a dit—quelqu'un a dit : « Oh, le pape ne va pas m'aimer. » Et Staline a répondu : « Alors, combien de divisions le Vatican a-t-il ? » Combien de divisions ont les Britanniques ? Ou les Français ? Ou les Allemands ? Eh bien, ils n'en ont aucune, et donc, heureusement... Ils ont compris que les Russes allaient attaquer, mais pas avant quelques années—le temps que l'Europe se renforce. Et, bien sûr, ce dont nous n'avons pas encore parlé, c'est du complexe militaro-industriel. On ne peut rien comprendre à tout cela sans réaliser qu'un grand nombre de personnes—une petite minorité, certes, mais tout de même beaucoup—s'enrichissent sur chaque balle et chaque missile produits pour mener ces guerres. Et c'est en effet un facteur majeur, comme vous le savez, et comme j'espère que la plupart de votre public le sait aussi.

## **#Glenn**

Nous avons déjà utilisé le mot « indivisible ». C'est un mot important dans le domaine de la sécurité internationale — l'idée que la sécurité de chacun est liée à celle des autres. Kissinger a un jour fait remarquer que si un État dispose d'une sécurité à 100 %, cela signifie une insécurité à 100 % pour un autre. C'est cela que signifie « indivisible ». Il faut concevoir la sécurité en partant du principe que tout est interconnecté. D'ailleurs, le terme « sécurité indivisible » a été utilisé dans les Accords d'Helsinki de 1975. Il a de nouveau été employé en 1990 dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, après la fin déclarée de la guerre froide. Et il a encore été utilisé en 1994 lors de la création de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

C'était censé être le mot-clé. Mais ensuite, quand nous avons remarqué dans les années 1990 que les Russes étaient faibles et devenaient de plus en plus faibles, nous avons opté pour, vous savez, la paix hégémonique sous une OTAN expansionniste. Nous avons remplacé cette idée de sécurité indivisible et inventé, vous savez, la notion de « force pour le bien ». Autrement dit, oui, l'OTAN avancera simplement. Elle n'a pas besoin d'harmoniser la sécurité avec les autres grandes puissances. Quand nous étendons notre pouvoir, quand nous intervenons militairement, c'est une force pour le bien. Personne n'est menacé. Et si l'on suit cette logique, cela finit presque par avoir un certain sens.

Quand on a commencé à essayer d'attirer l'Ukraine dans l'orbite de l'OTAN — ce que tout le monde savait susceptible de déclencher une guerre avec la Russie — certains pouvaient encore croire que, eh bien, vous savez, personne ne pouvait nous craindre. Nous ne sommes qu'un groupe de démocraties cherchant à promouvoir la bonne gouvernance. Il y a des gens qui croient cela. Cela dit, nous avons tout de même des indices qu'il y a eu des mensonges aussi. Je pense à l'un de mes compatriotes, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN. Il n'a cessé d'affirmer que la guerre en Ukraine n'avait rien à voir avec l'expansion de l'OTAN — jusqu'en 2023, en septembre je crois — lorsqu'il a soudainement déclaré que, eh bien, en réalité, Poutine nous avait bien posé cette condition.

Vous savez, il n'y aurait pas eu de guerre si nous n'avions pas élargi l'OTAN. Et bien sûr, nous avons rejeté cette idée. Je veux dire, nous avons dit non. Ce sont ces gens-là qui organisent notre sécurité, et d'une certaine manière, nous sommes surpris que l'Europe soit maintenant en flammes. Enfin, pas seulement l'Europe — le monde plus large, je suppose. Mais... vous avez mentionné Kaja Kallas, qui soutenait que, eh bien, si l'OTAN devait... enfin, elle laissait entendre que si l'OTAN devait mourir, nous devrions avoir un autre dispositif de sécurité sans les Américains, ce qui est un argument étrange, car l'OTAN, en essence, c'est les États-Unis plus quelques vassaux. Mais comment cela fonctionnerait-il, alors ? Parce que—

## **#Ray McGovern**

Eh bien, peut-être qu'ils peuvent faire venir toutes les troupes du Vatican pour les soutenir à la place des États-Unis. Je veux dire, c'est ridicule en soi. Mais bien sûr, si l'on regarde ce que Kaja Kallas a

dit par ailleurs, ce n'est pas inhabituel de sa part de dire des choses incroyables. Cela me rappelle \*Alice au pays des merveilles\*, quand Alice parlait à la Reine de Cœur. Elle disait que certaines choses étaient impossibles à croire. Et la Reine de Cœur lui a répondu que non, il suffisait de s'exercer, ma chère. Eh bien, moi, chaque matin, je crois à six choses impossibles avant le petit-déjeuner.

Alors, maintenant, vous savez, je dois vous dire qu'en tant que soviétologue — et surtout un type avec un mal de gorge — je lis tout, principalement en russe, quand j'en ai le temps. Et Maria Zakharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Lavrov, ne s'est pas privée d'attaquer Kaja Kallas lors d'un point de presse d'environ quatre heures le 2 avril, si je ne me trompe pas. Et elle a dit, eh bien, voilà le genre de personnes que vous avez. Quelqu'un lui a posé une question — cela vaut vraiment la peine d'être raconté, je pense — et c'était peut-être une question préparée. C'était la dernière. La question était la suivante : aujourd'hui est un jour spécial, c'est le poisson d'avril, alors j'ai une question pour vous, Maria.

Puisque le niveau de culture générale est si faible au sommet de la hiérarchie de l'UE, peut-être devrions-nous réserver des places dans nos universités pour permettre aux gens de se remettre à niveau en histoire, en géographie, et ainsi de suite. Et Zakharova, que tout cela ait été mis en scène ou non, a dit : « Ce n'est pas quelque chose dont il faut rire. » Je me souviens de ça grâce à ma professeure de russe, d'accord ? Elle ne comprenait pas bien que le verbe « rire » a besoin d'un complément. Quand nous faisons les idiots, elle disait : « De qui tu ris ? Pourquoi tu ris ? Ce n'est pas quelque chose dont il faut rire, d'accord ? » Eh bien, c'est ce que Zakharova a dit : « Ce n'est pas un sujet de plaisanterie. » Ses mots en russe, d'accord ? Elle a dit : « Regarde, Kallas — tu veux la mettre à l'université ? »

Mon Dieu, non, c'est l'école primaire qu'il lui faut. L'école primaire. Elle a reconnu que, lorsqu'elle a entendu récemment — en fait, c'était l'année dernière, lors du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale —, elle a dit : « Maman, tu sais que la Russie et la Chine ont participé à la Seconde Guerre mondiale ? C'est une nouveauté pour moi. » Alors nous l'avons mise en sixième, et jusqu'à présent elle obtient un deux — un, deux. Elle a une note de deux, ce qui est un échec, d'accord ? Cinq est la meilleure note ; deux, c'est raté. Et ensuite, elle s'en prend à Annalena Baerbock, l'ancienne ministre allemande des Affaires étrangères et désormais présidente de l'Assemblée générale de l'ONU, qui a déclaré solennellement : « Nous voulons que les Russes fassent un virage à 360 degrés dans leurs relations avec le reste du monde. »

Alors Zakharova dit : « D'accord, on va lui donner un deux aussi, et on va la mettre en géométrie de cinquième. » Ah, Liz Truss — oui, Liz Truss arrive. Zakharova dit : « Maintenant, Liz Truss, quand on lui a posé une question sur deux parties intégrantes de la Russie, vous savez, des oblasts russes — quelqu'un lui a demandé : "Les reconnaissez-vous un jour comme faisant partie de la Russie ?" — elle a répondu : "Jamais, jamais, jamais." » Et puis l'ambassadeur britannique lui a donné un coup

de coude et a dit : « Oh, elles font partie de la Russie depuis les années 1200. » Bref, tout ce que je veux dire, c'est : qui sont ces gens avec qui les Russes doivent traiter ? Ils sont illettrés. Ils remontent à la surface grâce à un système de négociations, de coalitions, et ainsi de suite.

Et aucun d'entre eux ne vaut grand-chose, et tous s'attendent à des élections d'ici l'année prochaine. Maintenant, les Russes ont un niveau de patience que la plupart des gens ne comprennent pas. Ils sont prêts à attendre jusqu'à ce que les Allemands, les Français et les Britanniques commencent à se rendre compte — et d'autres en Europe, oserais-je dire — qu'ils se sont fait avoir, que la menace russe n'est plus cette grande menace fabriquée. Et c'est là la planche de salut, d'accord ? Parce que si on en arrive au point où l'OTAN, les différents États, se disent : « Oh mon Dieu, nous ne pouvons plus compter sur les États-Unis pour nous sauver », ce n'est pas une mauvaise nouvelle. C'est une bonne nouvelle. Pourquoi ? Parce que Biden mentait effrontément quand il disait que les Russes ne s'arrêteraient pas en Ukraine.

Il n'existe pas la moindre preuve que Poutine, au cours des vingt-cinq dernières années, ait jamais eu l'intention d'étendre les frontières de la Russie — contrairement à l'OTAN, qui voulait étendre les siennes pour inclure l'Ukraine. Et c'est là que commence une histoire très triste, avec déjà un million d'Ukrainiens tués, peut-être 500 000 Russes — tout cela n'aurait pas eu besoin d'arriver, car les Russes s'étaient arrêtés. C'est démontrable. L'un des négociateurs ukrainiens, David Arakhamia — le meilleur ami de Zelensky — était le principal négociateur. Il est revenu il y a quelques années et a déclaré au \*Kyiv Pravda\* : « Voilà ce qui s'est passé », et il a expliqué exactement ce que Boris Johnson avait fait, et quand il l'avait fait. Et l'accord qui avait été paraphé mais non signé...

Alors, les Russes vont-ils s'arrêter ? Ils se sont déjà arrêtés. Je vais simplement le redire une fois de plus. Donc, la bonne nouvelle pour les Européens, c'est : « Oh, génial, plus de menace venant de la Russie ? » Mais la mauvaise nouvelle, c'est que Rheinmetall, qui était à l'arrêt complet au milieu des années 1990, alors qu'ils étaient censés construire le char de combat européen commun, n'est-ce pas ? Eh bien, leur action a grimpé en flèche au cours de la dernière décennie, et maintenant elle va redescendre, dès que les Européens retrouveront enfin leurs esprits. Les Russes ne convoitent ni la Pologne, ni la Lituanie, ni la Lettonie, ni l'Estonie — aucun de ces pays. Ils veulent simplement bénéficier d'une sécurité indivisible, ce qui est une manière un peu pompeuse de dire la règle d'or, d'accord ? Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fassent.

## **#Glenn**

Eh bien, sans vouloir prendre la défense de Kaja Kallas, elle a tout de même déclaré devant la caméra qu'elle comptait devenir vraiment intelligente parce qu'elle allait lire quelques livres d'histoire. Elle comptait le faire, je dirais... Ce que je pense, c'est qu'une partie du problème, cependant, c'est qu'après l'invasion de l'Ukraine par les Russes, nous avons eu toute cette soi-disant intelligence affirmant que, eh bien, désormais les Russes voulaient essentiellement conquérir, vous savez, restaurer l'Union soviétique ou l'Empire russe, toutes ces absurdités. Et une grande partie du raisonnement en Europe était que, lorsque nous regardions vers les États baltes et certains des pires

extrémistes, certains des fanatiques anti-russes les plus radicaux que nous ayons en Europe, nous disions essentiellement : « Ah, eh bien, ils avaient raison depuis le début. »

Ils nous avaient prévenus que la Russie essaierait un jour de conquérir toute l'Europe. Ils avaient raison. En somme, nous avons confié les clés de la voiture à ces gens-là — aux Baerbock, aux Kaja Kallas, aux von der Leyen et aux Merz. Et nous nous sommes retrouvés avec des personnes très peu professionnelles. En Allemagne aussi, certains des pires Allemands ont maintenant pris le pouvoir, et je placerais le Merz de BlackRock dans cette catégorie. Mais je suppose que, oui, nous pensions pouvoir nous permettre d'être irresponsables de cette manière — c'est-à-dire de mettre des dirigeants fous aux commandes, tenant des propos insensés. Et je mettrais les pays scandinaves dans la même catégorie.

Si vous regardez la manière dont le Danemark s'exprime — « nous avons besoin de respect, pas de lignes rouges russes, nous devons les frapper en profondeur » — je veux dire, c'est un pays de cinq millions d'habitants. Ils prônent ouvertement de frapper des villes russes. La plus grande puissance nucléaire du monde — c'est insensé. Mais ce que je veux dire, c'est que tant que les Américains étaient derrière nous, même de petits pays scandinaves ou baltes pouvaient tenir tête à la Russie, la menacer et dire ouvertement, en substance : « C'est nous qui vous attaquons. Ce sont nos armes, nos renseignements. » Mais maintenant que les Américains se retirent, cela devient suicidaire.

Je veux dire, il doit bien y avoir une raison pour qu'ils reviennent dans le jeu — là où ils disent essentiellement : « Oh, peut-être qu'on retire les fous du mélange et qu'on remet les gens sensés. » C'est juste que... eh bien, ça soulève la question, et c'est aussi ton domaine, celui du renseignement, d'après ton passage à la CIA. Tu sais, on dirait que cela a deux objectifs. D'un côté, il faut informer la direction politique, mais il y a aussi un second rôle, celui de vendre des guerres. Et je pense que c'est là que les choses ont mal tourné en Ukraine, et on pourrait dire la même chose de ce qui a influencé Trump en Iran. Les gens censés informer — ils ont un agenda. Ils cherchent à vendre une guerre.

## **#Ray McGovern**

Oui. Glenn, comme tu le sais, j'ai décrit la CIA comme deux agences de renseignement distinctes : l'une chargée de mentir au public et à tout le monde, de renverser des gouvernements et parfois de torturer des gens ; et l'autre, la division d'évaluation et d'analyse où je travaillais, totalement séparée des agents opérationnels. Pendant la majeure partie de ma carrière, nous pouvions dire la vérité, comme Truman le voulait lorsqu'il nous a créés en 1947. Il disait : « Je ne veux pas d'un renseignement arrangé » — ses mots étaient : « Dites-moi les choses telles qu'elles sont. » Et nous pouvions le faire, du moins à propos de l'Union soviétique, jusqu'à ce que Bill Casey et Bobby Gates arrivent et corrompent à peu près toute la structure analytique. Donc, ce que je veux dire ici, c'est qu'il existe de bons conseils — la preuve en est que, comme nous l'avons déjà dit, en 2007, une guerre contre l'Iran a été évitée grâce à une bonne analyse du renseignement.

Je vais simplement récapituler cela. Après le fiasco en Irak — où, après cinq ans, une étude bipartisane du Sénat a conclu en juin 2008 que les preuves utilisées pour justifier la guerre étaient non fondées, contradictoires, voire inexistantes, point final. Très bien, réfléchissez à ce que signifie « inexistantes ». Bref, quelqu'un de sensé à Washington a dit : « Écoutez, ils vont refaire exactement la même chose avec l'Iran — les néoconservateurs. Ils ont Bush, ils ont Cheney, et ils vont le faire. Ils vont le faire pendant leur dernière année au pouvoir, en 2008. Que fait-on ? » Eh bien, la première chose à faire, c'est de trouver quelqu'un d'honnête qui établirait une évaluation du renseignement honnête sur le programme nucléaire iranien.

## **#Glenn**

Ils n'ont trouvé personne.

## **#Ray McGovern**

Aucun responsable du renseignement ayant un bon bilan — ils avaient tous été corrompus par ce qu'ils avaient fait. Mais ils ont trouvé Tom Fingar du département d'État. Il est arrivé et, pour faire court, en novembre 2007, il a publié une déclaration unanime de la part des 16 agences de renseignement américaines de l'époque : l'Iran avait cessé — je cite — « l'Iran a cessé de travailler sur une arme nucléaire à la fin de 2003 et n'a pas repris ces travaux ». Chaque année depuis 2008, 2009, jusqu'à l'an dernier, cette conclusion a été réaffirmée mot pour mot par la communauté du renseignement, à nouveau à l'unanimité, avec un haut degré de confiance. Alors, que s'est-il passé cette année ?

Eh bien, la directrice du renseignement national a décidé de ne rien dire à ce sujet cette année dans l'évaluation annuelle des menaces. Puis, lorsqu'elle a été interrogée devant le Congrès, elle a déclaré : « Eh bien, vous savez, ce n'est pas à moi de dire ce qu'est une menace immédiate. Seul le président le peut. » Et, vous savez, bla, bla, bla. Donc, ce que je veux dire ici, c'est que c'est vraiment triste qu'après avoir pu me vanter de ma division d'analyse de 2007 jusqu'à l'année dernière, je ne puisse même plus le faire. Si vous doutez que l'estimation de 2007 ait arrêté une guerre ou joué un rôle majeur pour l'empêcher — n'y croyez tout simplement pas.

Va à la bibliothèque et regarde *\*Decision Points\**, les mémoires de George W. Bush. Il dit — vers la page deux cents, quelque chose comme ça ; il a dû l'écrire lui-même — il dit : « Cette estimation stupéfiante m'a privé de l'option militaire. » Citation : « Comment aurais-je pu autoriser une frappe sur les installations nucléaires d'un pays dont la communauté du renseignement affirme qu'il n'a pas de programme d'armes nucléaires actif ? » Point final. Pas de chance. Je veux dire, s'il fallait encore une preuve, il a bien écrit cette page. Et c'est vrai. Il allait autoriser cela, pendant que Cheney et lui s'en allaient à cheval vers le Wyoming ou le Texas ou quelque chose comme ça, et laissaient la prochaine administration s'en occuper. C'est à ça qu'on a tenu.

Pourquoi est-ce que je dis tout cela ? Il n'y a actuellement aucune estimation. Il n'y a même pas mention du fait qu'il n'existe aucune preuve que l'Iran travaille sur une arme nucléaire — et qu'il ne l'a pas fait depuis 2003 — même si les analystes en sont convaincus. L'analyste en chef, Tulsi Gabbard, n'a pas voulu le dire dans l'évaluation des menaces de cette année. Elle n'a pas non plus pu affirmer qu'il existait la moindre preuve d'une menace immédiate qui justifierait une attaque des États-Unis contre l'Iran. Enfin, comme la plupart de vos collaborateurs le savent, l'Iran ne représente aucune menace pour les États-Unis d'Amérique — et ne pourrait pas en représenter avant des décennies, selon les analystes véritablement responsables. Il a été jugé comme une menace pour Israël.

Et je pense que je me sens moralement obligé d'expliquer pourquoi nous avons attaqué l'Iran. Je veux dire, pour l'Irak, j'avais l'habitude de parler d'un acronyme — OIL : O pour oil (pétrole), I pour Israel, et L pour logistics, les bases militaires permanentes que nous convoitions en Irak. Cette fois, c'est très simple — IIL : I pour Israel. Maintenant, vous n'êtes pas obligés de me croire. Voici trois petites choses. Netanyahu s'est vanté et a jubilé, disant : « J'attendais cela depuis quarante ans. Je n'ai jamais réussi à convaincre aucun président américain d'attaquer l'Iran. Maintenant, je l'ai fait, d'accord ? » Deuxièmement — et je veux le lire, parce que ce n'est pas quelque chose que je veux mal prononcer, d'accord ?

Notre secrétaire d'État, Rubio, qui est également conseiller à la sécurité nationale — ce qui signifie qu'il est le canal par lequel toutes les informations et documents liés au renseignement remontent jusqu'au président — occupe une position très puissante à deux têtes : secrétaire d'État et conseiller à la sécurité nationale. Ainsi, deux jours après l'attaque contre l'Iran, la presse l'interroge — c'est visible, c'est enregistré — et il déclare, je cite : « Nous savions qu'il allait y avoir une action israélienne. » Une action ? Oui. « Il allait y avoir une action israélienne. Nous savions que cela allait provoquer une attaque contre les forces américaines. »

## **#Glenn**

Hmm.

## **#Ray McGovern**

Et nous savions que si nous ne les attaquions pas de manière préventive avant qu'ils ne lancent ces attaques contre les forces américaines, nous subirions davantage de pertes. Point final. Fin de citation. Alors, qui a agi le premier ? Qui a piégé qui ? Ou bien qui—je suis sûr qu'ils ont coordonné tout ça—« Eh bien, les Israéliens y sont allés, maintenant c'est à nous d'y aller. » Enfin, bon sang, n'est-ce pas évident pourquoi ? Et enfin, si une preuve supplémentaire était nécessaire, ce fut la démission de l'un des adjoints de Tulsi Gabbard. Il s'appelle Joe Kent—un type courageux qui était un fervent partisan de Trump jusqu'à ce qu'il comprenne. Un vétéran de l'armée avec onze missions de combat en Irak, jusqu'à ce qu'il réalise que tout cela n'était qu'une vaste tromperie.

Voici ce qu'il a écrit dans sa lettre au président, d'accord ? Citation : « Après mûre réflexion, j'ai décidé de démissionner. Je ne peux pas, en toute conscience, soutenir la guerre en cours en Iran. L'Iran ne représentait aucune menace imminente pour notre nation, et il est clair que nous avons déclenché cette guerre sous la pression d'Israël et de son puissant lobby américain. » Point. Fin de citation. Wow ! Que fait Joe maintenant ? Eh bien, il a sûrement des avocats qui essaient de le défendre contre une enquête du FBI. Il est publiquement diffamé — vous savez, on dit que sa grand-mère porte des bottes de combat à l'église le dimanche. Mais il a dit la vérité. C'est un modèle pour les autres au sein du gouvernement. Prenez ces généraux qui viennent d'être limogés.

Est-ce qu'ils vont simplement se retirer et prendre leur retraite, ou rejoindre le conseil d'administration de General Dynamics ? Ou bien vont-ils s'exprimer ? Vont-ils dire : « Écoutez, nous avons démissionné parce que notre gouvernement dérangé, le chef d'état-major et son supérieur ont ordonné à la 82e division aéroportée et aux détachements de Marines d'accomplir une mission insensée, et des milliers de gars vont se faire tuer. Nous ne voulons pas être responsables de ça. Nous démissionnons. » Oui, bien sûr — ils ont été virés. Moi, je pense qu'ils ont démissionné pour une bonne raison. J'aimerais juste qu'ils prennent la parole, bon sang. Ils ont démissionné ; autant que le reste d'entre nous sache pourquoi — pourquoi ils ont démissionné. Désolé, je m'emporte un peu sur ce genre de choses.

## **#Glenn**

Non, je pense que l'intervention de Joe Kent était très importante — elle a apporté un éclairage. Encore une fois, il est très difficile de critiquer son parcours ou de suggérer qu'il ait eu d'autres motivations que celles qu'il a exprimées. Je l'ai d'ailleurs reçu sur mon podcast il y a quelques jours. Vous savez, il veut le meilleur pour son pays, comme il l'a dit. C'est assez clair à la lumière de son parcours. Mais cela révèle aussi une division beaucoup plus profonde au sein des États-Unis aujourd'hui sur la question d'Israël, car il n'y avait autrefois aucun désaccord à ce sujet. On avait l'impression que les États-Unis et Israël devaient être liés comme les doigts de la main, que leurs intérêts étaient identiques. Aujourd'hui, on voit la fracture.

Donc encore une fois, c'est aussi une alliance importante pour les États-Unis. On a vraiment l'impression qu'à travers le monde aujourd'hui — que ce soit les alliances avec les Européens, les États du Golfe ou l'Asie de l'Est — tout le monde est en train de repenser les choses. Je veux dire, on discute actuellement en Corée du Sud du degré de confiance à accorder au maintien dans cette alliance mise en place pendant la guerre froide. Et bien sûr, Israël aussi. Cette relation devra probablement être réévaluée. Donc non, c'est bien qu'il y ait des ajustements. Je préfère des réformes progressives, lentes. Mais c'est tout de même très, très perturbateur pour le système international. Cela dit, on ne pouvait pas non plus continuer comme avant. Avez-vous des réflexions finales avant que nous concluions ?

## **#Ray McGovern**

Oui, je pense que le facteur israélien, comme je l'ai expliqué, est crucial. Le fait qu'Israël ait perdu beaucoup de soutien, surtout parmi les jeunes générations, est également essentiel. Cependant, notre Congrès est acheté par le lobby israélien, et c'est quelque chose qu'il faut surmonter. Je voulais simplement élargir un peu la discussion. Quand on parle de la décision de Poutine d'envahir l'Ukraine, il faut se rappeler qu'il était à Pékin le 4 février 2022.

## **#Ray McGovern**

Et c'était l'ouverture prévue des Jeux olympiques d'hiver à Pékin. Pourquoi est-ce que j'en parle ? Parce que je crois que la Chine a joué un rôle majeur en apportant à Poutine le soutien dont il pensait avoir besoin pour faire ce qu'il a fait — c'est-à-dire envahir un autre pays. Ne cherchons pas à embellir les choses : c'était une invasion. Avait-il d'autres options ? C'est la question. Et la réponse sur laquelle John Mearsheimer et moi sommes d'accord, c'est non. Il a essayé toutes les autres options. Il a poussé le processus de Minsk jusqu'à l'extrême pour éviter d'avoir à envahir. Mais il y avait des raisons, et le bombardement de tous ces Russes dans le Donbass en faisait partie des principales. Les Russes se soucient de leurs expatriés, d'accord ? Alors, qu'est-ce que je veux dire par là ?

Je pense que le facteur clé ici — et je ne suis pas le seul à le penser, même si peu de gens l'ont souligné —, c'est le moment où Poutine est allé voir Xi et lui a dit : « Écoute, camarade Xi, je sais que cela va à l'encontre de toute ta position sur la Westphalie, la sacralité des frontières et le principe de ne pas envahir d'autres pays, mais je pense que je dois le faire. Je dois envahir l'Ukraine pour stopper l'avancée de l'OTAN. » Et donc, dans mon esprit, qu'a répondu Xi ? Il a dit : « Tu veux dire après la fin des Jeux olympiques d'hiver, n'est-ce pas ? » Poutine a probablement répondu : « Oui, bien sûr, bien sûr. » Voilà la réalité, non ? Les Chinois ont alors modifié toute leur vision de la politique étrangère — passant de la Westphalie à l'idée que lorsqu'un pays voit ses intérêts fondamentaux menacés, il peut réagir. C'était la nouvelle rhétorique chinoise pour les mois suivants.

Une énorme différence. Il faut suivre ces choses-là, d'accord ? Alors, ce que fait Poutine — il rentre chez lui. Les Jeux olympiques d'hiver se terminent le 20 février. Donetsk et Lougansk forment leurs pays, reconnus par la Douma le lendemain. Ils demandent une protection le jour suivant. Poutine invoque la Charte des Nations unies le jour d'après. Alors, qu'est-ce que je veux dire ? Je veux dire que ce n'est pas juste un petit extrait ; cela signifie que l'alliance Russie–Chine est solide comme le roc — au point que Pékin fera des concessions pour violer la souveraineté de Westphalie, d'accord ? Et dans la mesure où l'on peut compter sur les Russes pour venir en aide aux Chinois en cas d'extrême urgence. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire énormément de choses, non seulement pour l'Ukraine, mais encore plus pour l'Iran.

Et j'espère simplement que la grâce salvatrice réside dans le fait que Poutine ait le bon sens d'appeler—je suis désolé, que Trump ait le bon sens d'appeler Poutine et de lui dire : « Écoute, peux-tu m'aider sur ce coup-là ? La situation devient incontrôlable. » Parce que c'est ce qu'il a fait il y a quatre semaines, n'est-ce pas ? S'il refait cela, je pense qu'une aide pourrait venir non seulement

des Russes et des Chinois, mais aussi des Pakistanais. Même les Saoudiens semblent s'intéresser à ce que les Pakistanais essaient de faire. Il y a beaucoup en jeu pour les États du Golfe. Oman a déjà conclu ses petits accords bilatéraux avec l'Iran. Donc je vois un peu d'espoir, mais c'est une sorte d'espoir pascal. Nous verrons bien ce qui se passera non seulement demain, mais aussi le jour suivant. Et merci beaucoup, Glenn, de m'avoir invité. J'ai eu l'impression d'avoir reçu une sorte de leçon d'histoire — sur l'endroit où j'ai été, autant que sur l'évolution de l'OTAN au cours de ces sept dernières décennies.

## **#Glenn**

Je vous en suis reconnaissant. Eh bien, on constate souvent que de nouveaux ordres mondiaux ou de grandes institutions internationales ne voient le jour qu'après des guerres majeures. J'espère donc que nous verrons de grands diplomates et des personnes responsables issues de la communauté du renseignement capables de faciliter quelque chose. Merci, comme toujours. C'est un plaisir de vous revoir, mon ami.

## **#Ray McGovern**

Merci, Glenn.